

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Convention collective

IDCC : 8826 | **EXPLOITATIONS AGRICOLES ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES ET CUMA**

(Savoie et Haute-Savoie)

(6 août 2012)

(Étendue par arrêté du 18 janvier 2013,

Journal officiel du 26 janvier 2013)

Avenant n° 10 du 13 décembre 2024

NOR : AGRS2597110M

IDCC : 8826

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

Fédération des syndicats d'exploitants agricoles des Savoie ;

Fédération départementale des coopératives d'utilisation en commun de matériel agricole de la Savoie ;

Fédération départementale des coopératives d'utilisation en commun de matériel agricole de Haute-Savoie,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

Syndicat CFDT Agri-Agro des Savoie ;

Syndicat CFTC Agri des Savoie ;

Syndicat SNCEA CFE-CGC,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'accord collectif territorial du 6 août 2012 concernant les exploitations agricoles de Savoie et de Haute-Savoie et les CUMA de Haute-Savoie amendé par son avenant n° 8 du 25 mai 2023 étendu le 10 avril 2024 est complété par les dispositions suivantes :

« Article 20 bis | *Ancienneté et jour de congé supplémentaire*

Lorsque le salarié a acquis 5 ans d'ancienneté continue au sein de la même entreprise, il bénéficie d'un jour de congé payé supplémentaires par période d'acquisition.

La fixation de ce jour de congé se fait d'un commun accord entre employeur et salarié. »

« Article 33 bis | Absences autorisées

Sous réserve d'un délai de prévenance de 30 jours calendaires minimum, lorsque le salarié justifie par une invitation par exemple, de sa participation à un événement sur les métiers agricoles, l'employeur ne peut refuser une autorisation d'absence, dans la limite de 2 journées d'absence par année civile.

Ces périodes et temps d'absence spécifiques ne sont pas rémunérés.

Dans l'intérêt des entreprises et des salariés et dans le cadre de l'amélioration des conditions de travail, les salariés pourront participer, sur présentation d'une invitation, à des réunions de restitution ou de travail de la CPHSCT, lorsqu'ils seront concernés par les risques professionnels étudiés. Ces réunions auront lieu en salle ou en entreprise dans la limite d'une demi-journée par an et par salarié, après accord de l'employeur. Elle sera rémunérée sur présentation d'un justificatif de participation. »

Article 2

La date d'effet du présent avenant est fixée au jour de la parution de son arrêté d'extension.

Article 3

Le présent avenant sera déposé selon les formalités prévues aux articles D. 2231-2, D. 2231-3 du code du travail en vue de son extension qui est demandée par les parties signataires.

Fait à Saint-Baldoph, le 13 décembre 2024.

(Suivent les signatures.)